

Projet de loi de finance 2025 Budgets des collectivités locales bretonnes

LES SYNDICATS CGT DES CONSEILS DEPARTEMENTAUX ET DU CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE TIRENT LA SONNETTE D'ALARME !

En ce jour où se tiennent les assises nationales des Départements de France à Angers, les syndicats CGT des Conseils Départementaux et Conseil Régional de Bretagne se réunissent à Pontivy pour dénoncer publiquement le racket organisé par l'Etat sur l'ensemble de nos collectivités.

En effet, dans son projet de loi de finance, le gouvernement Barnier a prévu un dispositif inédit de ponction de plus de 100 millions d'euros sur les budgets des 4 conseils départementaux et celui de la Région Bretagne. **C'est du jamais vu !**

Cette décision va continuer d'affaiblir gravement le service public rendu aux bretonnes et aux bretons. Les agent.es de nos collectivités rendent pourtant un **service public essentiel** dans des domaines aussi vastes que l'action sociale, la protection de l'enfance, l'entretien et la sécurité des routes départementales, les médiathèques, les services départementaux d'incendie, l'entretien et la restauration des collèges et lycées bretons, les personnes âgées, les personnes handicapées, la culture, le sport, les subventions aux associations...

LE GOUVERNEMENT DIT QUE LE PAYS EST EN DEFICIT ?... FAUX !

De l'argent, il y en a sauf que l'Etat a organisé volontairement l'assèchement de son budget à hauteur de 50 milliards par an, en faisant des cadeaux fiscaux **en faveur des plus riches et des grandes entreprises**, des exonérations de cotisations salariales, une extension du CICE sans contrepartie...Il vient maintenant faire les poches des collectivités locales, alors même, que les gouvernements successifs ont organisés par des réformes fiscales, l'étranglement des conseils départementaux **qui ont contribué à fragiliser ses services publics, notre bien commun indispensable.**

NOUS DISONS : ÇA SUFFIT !

Face aux attaques gouvernementales et locales, nous ne sommes pas condamnés à subir! Le gouvernement étrangle les collectivités locales. Il faut revenir à des dotations pour que les collectivités regagnent leur autonomie fiscale et développent des politiques publiques locales au service de toutes et de tous pour l'intérêt générale.

Face à cette gabegie, ses conséquences pour les bretonnes et bretons et aux dégradations des conditions de travail des agent.es dans nos collectivités, les syndicats CGT des Conseils Départementaux et de la Région Bretagne appellent les agent.es à se lever, à résister, à riposter et à s'organiser avec la CGT. Un autre monde est possible !